

# Le grand blues des défenseurs de l'environnement

Les mesures politiques antiécologiques se multiplient, suscitant peu de mouvements de protestation

**I**nvestiture du climatocéphale Donald Trump aux États-Unis, détricotage du pacte vert européen, suppression des zones à faibles émissions, allègement de l'objectif zéro artificialisation nette ou encore réintroduction d'un pesticide néonicotinoïde... Depuis le début de l'année, les associations, les ONG et les cercles de réflexion spécialisés dans la défense de l'environnement encaissent déconvenue sur déconvenue.

Ces reculs sur le front de la transition écologique se multiplient dans une relative indifférence. Lors de sa longue interview sur TF1, mardi 13 mai, le président de la République n'a ainsi été questionné sur aucun de ces sujets. «*La période est pire qu'avant la COP21 à Paris, estime Jon Palais, porte-parole d'Alternatiba*» et d'ANV-COP21, des mouvements de mobilisation sur les questions climatiques. *Avant, nous étions dans un travail d'alerte et de prise de conscience. Maintenant, alors que tout le monde peut voir les effets du dérèglement climatique, cette préoccupation ne se transforme pas en action, il y a au contraire une résignation, un défaitisme...*»

## «Mobiliser, un défi immense»

Plongées dans ce maelström antiécologie, confrontées à l'apathie ambiante, les associations sont traversées par de grands doutes sur la façon de remobiliser les Français. Loin des grandes marches pour le climat de 2018 et 2019, qui avaient vu des citoyens venus de divers horizons rejoindre la jeunesse dans beaucoup de pays occidentaux, les mobilisations sont très faibles et ponctuelles.

Une cinquantaine d'activistes d'Extinction Rebellion ont ainsi tenté d'organiser une contre-assemblée générale le jour où les actionnaires de Total se réunissaient, vendredi 23 mai, devant le Sacré-Cœur de Montmartre à Paris. Surveillés par une quarantaine de policiers, ils ont vite dû ranger leur banderole.

Le lendemain, les Soulèvements de la Terre n'ont mobilisé que quelques centaines de personnes sur les terres de Vincent Bolloré dans le sud du Finistère, loin des 6 000 à 30 000 personnes, selon

les différentes estimations, qui avaient défilé contre les mégabassines de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) le 25 mars 2023.

Beaucoup de médias ne signalent même plus ces actions. «*Il y a un noyau de quelques milliers de convaincus qui se mobilisent quoi qu'il arrive et tout autour il y a des gens beaucoup plus flottants dont la mobilisation dépend des circonstances et de l'époque*, analyse Daniel Boy, directeur de recherche émérite au Centre de recherches politiques de Sciences Po et spécialiste de l'écologie politique. *En étant un peu provocateur, je dirais que pour une grande partie de la population l'élection de Trump et le backlash [retour de bâton conservateur] sont des divines surprises car ils se disent qu'ils ne vont plus avoir à faire d'efforts puisque les autres n'en font plus. Mobiliser de façon massive dans ces conditions-là est un défi immense...*»

## Balayé par des crises jugées plus urgentes, le mouvement écologiste cherche des façons d'exister

Balayé par des crises jugées plus urgentes et mis sur la défensive par une charge antiécologie venue de la droite et de l'extrême droite, le mouvement écologiste cherche des façons d'exister. Pour peser sur les débats, certaines organisations font bloc. Mardi 6 mai, le Pacte du pouvoir de vivre, alliance de syndicats comme la CFDT et de collectifs comme le Réseau Action Climat, a fait de multiples propositions communes, comme le renforcement du

leasing social ou le triplement du chèque énergie. Matignon n'a pas répondu à leur courrier, mais les responsables du Pacte seront reçus par le ministre de l'économie, Eric Lombard, le 16 juin.

«*Vu la période, il nous paraît important de porter une voix collective pour faire exister les sujets sociaux et écologiques qui sont indissociables, tout le monde le sait et le répète depuis les "gilets jaunes"*, affirme Amandine Lebreton, à la tête du Pacte. *C'est trop facile de laisser prospérer un backlash contre l'écologie sous prétexte qu'il y a un déficit budgétaire. Et l'urgence est de trouver des espaces pour peser et discuter.*»

Lors de la période estivale, plusieurs collectifs feront le point, notamment Alternatiba, qui organise un camp climat du 26 juillet au 3 août à Nantes. L'idée est de réfléchir sur l'implication de ce collectif apolitique

dans les élections municipales de 2026. Vaut-il mieux se présenter sur une liste citoyenne, influencer les futurs élus locaux ou participer à des résistances locales et non violentes pour mettre en lumière les projets nuisibles à l'environnement ? Ou bien jouer sur les trois tableaux ?

Cette volonté de se rapprocher des élus locaux et des territoires a été exprimée plusieurs fois par le Réseau Action Climat. «*Nous voulons en discuter, ne pas se fermer de portes. Le local est un échelon où on peut encore faire bouger des choses*, estime Jon Palais. *Et nous ne devons jamais oublier le combat culturel car notre force collective est indexée au rapport d'adhésion de la population. Dans cette période compliquée, nous devons éviter de nous mettre au pied le boulet de la diabolisation.*»

Une allusion à d'autres collectifs qui misent sur des mobilisa-

tions ponctuelles, plus «*déterminées*», selon le vocabulaire des Soulèvements de la Terre. Ainsi contre l'A69 ou contre la ligne à grande vitesse du Sud-Ouest, avec parfois des actions de «*désarmement*», c'est-à-dire un usage assumé de la violence contre les biens matériels, qui réunissent des individus masqués et, de temps en temps, des activistes organisés en black blocs.

«*Nous voulons continuer à être dans le concret, c'est-à-dire à changer les choses sur le terrain en soutenant des collectifs locaux. Même si l'A69 finit par être construite, les concessionnaires et les élus réfléchiront beaucoup plus à se lancer dans des grands projets d'infrastructures la prochaine fois*», pense Wim, un membre des Soulèvements de la Terre. Un modus operandi radical éloigné de la construction d'alternatives locales d'Alternatiba ou de la désobéissance civile pacifique d'Extinction Rebellion.

## «Être inventifs»

Cette pluralité de stratégie, classique dans les mouvements écologistes, est aussi une faiblesse dans cette période où les populismes surfent sur les ressentiments créés par la transition. Plusieurs collectifs aimeraient faire converger à nouveau les forces citoyennes. Depuis quelques semaines, des discussions ont repris au sein du Réseau Action Climat, notamment avec les ONG 350.org et Les Amis de la Terre, pour tenter d'organiser une mobilisation plus globale fin septembre.

Marche ? Journées d'actions décentralisées ? Plusieurs idées sont sur la table. «*Nous devons être inventifs dans nos formes de mobilisation, peut-être revenir à quelque chose de festif mais aussi de déterminé*», résume Fanny Petitbon, responsable France de 350.org. *Face à une répression policière de plus en plus intense, est-ce qu'on va à la confrontation en prenant le risque d'éloigner certaines personnes ou est-ce qu'on trouve des chemins de traverse pour attirer le maximum de gens ?*» Un pari risqué, car une faible mobilisation offrirait un argument de plus aux mouvements antiécologie. ■

MATTHIEU GOAR

# Au Royaume-Uni, la législation anti-obésité victime des lobbys

Le gouvernement travailliste a reporté l'entrée en vigueur des règles encadrant davantage la publicité pour les aliments ultratransformés

LONDRES - correspondante

**Q**ue va-t-il rester de la future législation anti-obésité britannique, censée lutter contre la proportion alarmante d'enfants en surpoids au Royaume-Uni ? Suggérée pour la première fois par le gouvernement conservateur de Boris Johnson à l'été 2020, elle n'en finit plus d'être diluée ou décalée.

Le gouvernement travailliste de Keir Starmer a confirmé jeudi 22 mai que les nouvelles règles interdisant la publicité avant 21 heures à la télévision (et la bannissant complètement en ligne) pour les aliments dits «*ultratransformés*» (à savoir trop riches en sel, en sucres, en gras et dangereusement addictifs) ne seront plus introduites au 1<sup>er</sup> octobre comme prévu, mais au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Ces règles ne concerneront pas les affichages publics, les publicités radio ou incluses dans les podcasts et les services de streaming tels que Spotify.

Ce retard est «*un revers considérable pour la santé publique*», a regretté William Roberts, directeur exécutif de la société caritative Royal Society for Public Health.

«*Nous ne pouvons pas nous permettre de remettre à plus tard la santé des enfants*, poursuit-il. (...) *Un élément-clé de la prévention de leurs problèmes de santé consiste à (...) restreindre la publicité pour la malbouffe destinée aux enfants et aux jeunes.*»

En avril, le ministère de la santé avait déjà décidé d'assouplir la future interdiction : les firmes agroalimentaires pourront continuer à acheter des espaces publicitaires en ligne ou sur les chaînes de télévision avant 21 heures, à condition que ces réclames soient centrées sur leur marque et non sur leurs produits (sodas, burgers, chips, etc.).

Déjà, en 2023, le gouvernement conservateur de Rishi Sunak avait renoncé à encourager les industriels à substituer leurs publicités pour les aliments ultratransformés par des réclames pour des produits plus sains, frais ou à faibles teneurs en sucres, sel et gras.

Selon des informations du quotidien britannique *The Guardian*, publiées le 17 mai, le renoncement du gouvernement Starmer est intervenu après une série d'interventions et de courriels de la Food

and Drink Federation, le syndicat des industriels de l'agroalimentaire, représentant notamment Nestlé, Mondelez, Coca-Cola ou Unilever. La nouvelle réglementation, qui n'entrera donc en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 2026, se contente d'encourager vaguement la promotion d'«*options [alimentaires] plus saines*».

## Niveaux inédits de pauvreté

Le Royaume-Uni est pourtant l'un des pays les plus touchés en Europe par l'obésité infantile. Selon un rapport de la Food Foundation publié en juin 2024, les niveaux d'obésité chez les 10 ans et 11 ans ont bondi de 30 % dans le pays depuis 2006. Un enfant sur cinq est considéré comme obèse à la sortie de l'école primaire. En outre, la taille moyenne des enfants de 5 ans a régulièrement baissé depuis 2013 et le nombre de personnes diagnostiquées avec un diabète de type 2 a grimpé de 22 % chez les moins de 25 ans, entre 2019 et 2024.

En cause, selon le rapport de la Food Foundation, une insécurité alimentaire liée à des niveaux inédits de pauvreté (30 % en

moyenne des enfants vivent dans des foyers à bas ou très faibles revenus), et «*la promotion agressive de junk food pas chère*» rendant la tâche de nourrir sainement les enfants «*presque impossible*» pour les familles.

Boris Johnson avait semblé prendre la mesure du problème, dans un pays où les supermarchés proposent des rayons entiers de chips et de snacks et où les fast-foods ont pignon sur rue à la sortie des écoles. Tombé très malade du Covid-19 au printemps 2020, il a alors établi un lien entre son surpoids, celui de nombre de ses concitoyens et la forte proportion de Britanniques victimes d'une

## La nouvelle réglementation encourage vaguement la promotion d'«options [alimentaires] plus saines»

forme sévère de la maladie. «*Quand j'étais en réanimation, j'étais en surpoids, j'étais trop gros*», expliquait le dirigeant au moment de promouvoir sa «*stratégie alimentaire*», à l'été 2020.

Parmi les propositions faites à l'époque par son gouvernement figurait déjà l'interdiction de la publicité pour la «*junk food*» avant 21 heures à la télévision, et la fin prévue des promotions «*deux ou trois pour le prix d'un*» dans les supermarchés sur les produits ultratransformés.

Les supermarchés ont pourtant pu continuer à mettre en tête de gondole ce type d'offres et, en 2022, la suggestion faite par Henry Dimbleby d'une taxe sur les aliments trop salés ou sucrés a également été prestement escamotée. L'entrepreneur, propriétaire de la chaîne de restaurants Leon, avait pourtant été nommé «*ambassadeur*» du gouvernement, chargé de changer les mauvaises habitudes alimentaires du pays.

Réticence à toute intervention publique dans la vie privée des citoyens, manque de constance et de sérieux politiques, court-ter-

misme : Boris Johnson est loin d'être le seul premier ministre à avoir cédé aux lobbys industriels. Selon une étude de l'université de Cambridge publiée en 2021, les gouvernements britanniques successifs des trente dernières années ont formulé près de 689 initiatives de différentes natures pour lutter contre l'obésité. Une poignée d'entre elles ont été mises en place (dont la taxe sur le sucre dans les sodas), avec des résultats peu tangibles.

Pour Rob Percival, un des responsables de l'ONG environnementale Soil Association, «*les gouvernements successifs ont cédé au lobbying de l'industrie et ont été influencés par les arguments sur le "Nanny State" [l'Etat nounou, surprotecteur], relayés par les médias, qui prétendent que les citoyens sont opposés à la réglementation et à la fiscalité. Nous savons que c'est faux*». Selon lui, le nouveau gouvernement travailliste «*a encore la possibilité de faire ce qui s'impose et de donner la priorité à la santé infantile dans sa prochaine stratégie alimentaire*». ■

CÉCILE DUCOURTIEUX